

Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité Bourgogne-Franche-Comté les 15 et 16 décembre

Article de Sabrina DOLIDZE

Les 15 et 16 décembre, ils étaient 31 personnes à participer à la Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité organisée par le conseil régional au CREPS¹ de Dijon. Pour rappel, au cours de 2023/2024 des citoyens, tirés au sort réfléchissent aux questions liées au réchauffement climatique et la biodiversité durant 10 jours. Cette session est la deuxième de la série.

Il est 9h lorsque les premiers arrivants débarquent au CREPS de Dijon, lieu d'accueil de cette deuxième session de la Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité. Les premiers, ce sont des « petits nouveaux » qui n'étaient pas présents à la première session. Ils sont 7. Ils ont été sollicités par Mission Publique, société chargée de les recruter, pour compléter le groupe qui devait initialement atteindre 50 participants. Au total, ils sont 31 citoyens lors de ces 2 jours au CREPS. Les nouveaux ont rendez-vous plus-tôt pour être briefés sur ces deux nouvelles journées, à la fois surpris d'avoir été contactés mais aussi curieux et attentifs aux explications données. « *On n'est pas là pour faire consensus mais pour entendre les différents points de vue* » explique une organisatrice. Bernard 71 ans, habitant entre la Haute-Saône et le Territoire de Belfort, est ravi d'avoir été contacté « *j'aime bien la chose publique, j'ai par le passé été élu dans mon village, j'adore les débats et j'ai toujours mon mot à dire* ».

« J'entends les cigales à Chalon »

Le petit groupe de nouveaux est invité à se positionner physiquement dans la pièce pour déterminer son niveau de connaissance lié au dérèglement climatique. Le débat s'enclenche rapidement autour des changements météorologiques. « *On ne peut pas être aveugle à ce qu'il se passe autour de nous* » précise Fairouz, 45 ans, de Tournus qui s'inquiète des inondations qui ont eu lieu au mois de septembre en France. Sylvain de son côté s'interroge « *moi j'entends les cigales à Chalon, avant je ne les entendais pas* ». Rachid, lui, s'étonne de la présence du frelon asiatique dans la région, un animal qu'il ne voyait auparavant que dans ses voyages au Maroc pour rendre visite à sa famille. Le débat est lancé en quelques minutes. Le groupe est désormais prêt à rejoindre leurs collègues qui étaient présents aux sessions précédentes. Ces derniers sont en train d'arriver et prennent

¹ CREPS : Centre de Ressource et d'Expertise à la Performance Sportive, est un établissement public local de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

un café, évoquant leur week-end ou encore les « devoirs » qu'ils avaient à faire. Chacun était invité à réfléchir à la question du réchauffement climatique avec son entourage.

Fin du monde ou fin du mois ?

Les gilets jaunes. Le thème intervient très vite en filigrane de l'intervention de Cyril Masselot, enseignant-chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication en Bourgogne-Franche-Comté. Il détaille les résultats d'une étude commandée par la Région : 34% de la population régionale est vulnérable, soit parce qu'elle est pauvre, soit parce qu'elle pourrait le devenir. Parmi eux, « ceux qui deviennent précaires si on augmente de 10 centimes le litre d'essence », soit 9%. Le second intervenant, vient compléter les propos du premier. Joseph Compérat, chargé d'étude et de prospective au conseil régional pointe la politique du logement et de la construction qui a encouragé les habitants à construire des maisons, toujours plus loin des villes moyennes appauvrissant ces dernières. Résultats des courses : « au bout de 20 ans, la distance moyenne que fait un rural pour aller travailler a augmenté de 50% » précise-t-il. L'intervention fait réagir une participante « oui mais les gens ont bien le droit de vivre là où ils ont envie, s'ils ont envie d'avoir du terrain pour leurs enfants, on ne peut pas leur interdire ! ». Certes, mais Joseph Compérat souligne que parmi les populations qui se sont éloignées parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'habiter ailleurs, il y a celles qui risquent de basculer dans la pauvreté. Il rappelle également le mouvement des gilets jaunes déclenché par une augmentation du coût de l'essence.

« Chacun d'entre nous doit vivre pour lui et pour les autres »

« Qu'est-ce qu'un citoyen ? » questionne Daniel Gilbert, le troisième intervenant. « Quelqu'un qui habite la cité » répond-on dans la salle. Oui, répond-il mais « qu'est ce ça veut dire habiter la cité ? ». Daniel Gilbert, professeur d'écologie au CNRS² et à l'université de Bourgogne-Franche-Comté, poursuit après avoir questionné l'assemblée sur quelques notions comme la citoyenneté, la liberté, « quand ils ont écrit la déclaration, ils ont dit que chacun d'entre nous était libre de prendre les décisions qui l'arrangeaient. Mais, ils ont dit aussi que chacun, en tant qu'habitant de la cité, avait une responsabilité vis à vis des autres. Chacun d'entre nous doit vivre pour lui et pour les autres. Quand vous êtes en Convention citoyenne, vous êtes là pour vous positionner en tant que personne mais aussi pour défendre les autres ». Les participants, répartis dans la salle autour de petites tables, sont captivés. Il ne sera toutefois pas évident au cours de cette session de deux jours de passer de l'intérêt individuel à l'intérêt collectif tant le quotidien des uns et des autres peut être complexe et différent.

² CNRS : Centre national de la recherche scientifique

« Augmentation de 1,5 degrés en 2050, le problème c'est qu'on ne fait pas de comté à Madrid »

L'information qui marque le plus les participants au cours de ces deux jours est « l'augmentation de 1,5° degrés en 2050, quoi que l'on fasse ». Daniel Gilbert, alerte sur chiffre indiqué dans les rapports du GIEC cette année, allant même jusqu'à parler de 2°C « c'est gigantesque » ajoute-t-il. Il donne quelques exemples marquants. « *Tous les matins vous descendez de 10 mètres au sud. En 2050, Lyon aura la température qu'avait Madrid en 2020, Paris sera au niveau d'Istanbul, La Finlande sera au niveau de l'Allemagne. C'est inéluctable* ». Reprenant ces constats, il évoque ensuite les conséquences sur l'eau, l'alimentation et l'agriculture « une augmentation de 1,5 degrés en 2050, le problème, c'est qu'on ne fait pas de comté à Madrid ». C'est alors que Gaëtan l'interpelle « *pourquoi autorise-t-on l'Espagne à assécher ses lacs et ses nappes phréatiques pour cultiver des légumes que nous pouvons cultiver en France ?* » Pour Daniel Gilbert, l'agriculture sera effectivement le secteur le plus fortement impacté par le réchauffement climatique et devra inventer de nouvelles solutions pour s'en sortir, comme la collectivisation en lien avec des citoyens ou des municipalités. « *Vous les citoyens, vous allez en avoir marre de manger des trucs qui viennent d'Espagne, du Chili, vous allez mettre de l'argent pour créer votre propre espace agricole. Les collectivités aussi* ». Il termine en précisant qu'il faut « *sortir des modèles existants* » pour trouver des solutions au réchauffement climatique, pour « *voir tous les champs du possible, sinon on n'y arrivera pas* ».

« C'est les citoyens qu'il faut sensibiliser aux produits qu'ils achètent »

L'après-midi s'organise autour de mini tables rondes tournantes de 5-6 personnes maximum avec des intervenants sur les thèmes du travail, des déplacements, de la consommation, de l'habitation... au total 9 tables rondes. Sur l'une d'elle, Claire Pernet, de la communauté de commune du Clunisois présente le projet alimentaire de la commune, un projet pensé avec les producteurs qui intègre toutes les chaînes de l'alimentation jusqu'à la consommation en restauration collective. Tandis que Fabienne prend des notes, Alain lui, se frotte la moustache. Antoine Lagneau du réseau Alterre, association cherchant à mettre en œuvre un développement durable aborde le fait qu'il n'y a que 3 à 6% d'eau potable sur terre, et que celle-ci est partiellement polluée par l'agriculture intensive ou encore les industries. Marie-Françoise s'interroge « *mais on ne peut pas sensibiliser les producteurs d'engrais ?* ». Fabienne lui rétorque aussitôt « *mais non, c'est les citoyens qu'il faut sensibiliser aux produits qu'ils achètent* ».

« L'entreprise doit s'adapter à son environnement »

Dans une autre salle, Florence, 56 ans, qui a travaillé dans l'animation, s'inquiète : « *la valeur de l'individu n'est plus au centre de l'activité des entreprises* », tout comme son voisin Frédérick qui évoque « *une détérioration des conditions de travail dans la société avec des personnes qui font des burn-out* ». Bénédicte Dolidze de l'agence économique régionale, tente d'élargir le débat en précisant que la santé au travail doit faire partie du modèle, tout comme l'écologie. « *Pas de transition économique sans transition écologique* », c'est l'intitulé de la table ronde, qui a attiré Chantal, actuellement au chômage. Celle-ci parle

de ses entretiens d'embauche et de ses difficultés à trouver un emploi. De son côté, Maxime abonde dans le sens de l'intervenante pour « *un modèle économique durable qui lie l'économie et l'humain* » avant d'ajouter « *l'entreprise doit s'adapter à son environnement* ».

« **Moi je trouve que le bus devrait être plus subventionné** »

Dans la grande pièce, David Dubois intervenant au Cerema³ parle d'évolution des pratiques en matière de mobilités. Il rappelle que les français se déplacent plus souvent en voiture pour aller travailler. La jeune Elsa qui gère son auto-entreprise de nettoyage industriel à Belfort ne voit pas bien comment faire « *moi je fais 110 000 kms par an pour aller travailler, je peux pas faire autrement, de toute façon c'est mes clients qui me payent l'essence* ». Néanmoins, elle se questionne sur la possibilité de co-voiturer et interagit avec Nadia, sa voisine qui habite à Dijon, sur les coûts de transports en commun : « *moi je trouve que le bus devrait être plus subventionné, ça reste quand même cher* » Nadia, elle, se déplace au minimum, essentiellement en bus. Louis qui se rend à son travail tous les jours à vélo trouve que « *les transports en public devraient être gratuits pour encourager les habitants à les utiliser* ».

Mobilité douce et autopartage

Un peu plus loin, sur une autre table abordant les solutions individuelles au déplacement, les participants découvrent l'association Amobisol, une association créée il y a un an pour encourager les mobilités douces. L'idée est d'associer tous les arguments positifs à l'utilisation du vélo : la santé (plus besoin d'aller à la salle de sport), la rapidité de déplacement dans les centre- villes (par rapport aux véhicules), le budget (moins cher que la voiture) et bien évidemment, l'intérêt collectif (réduire l'empreinte carbone). Le président de l'association, Stéphane Bujadoux aborde une expérience lancée à Talant « *une semaine sans ma voiture* » au cours de laquelle l'association prête tous types de vélos, dont des vélos cargo. À la même table ronde, Myriam Mantion Ginel présente Citiz, un réseau national d'autopartage permettant de louer des voitures à la demande, un dispositif qui fait réfléchir Frederick « *c'est vrai que ma voiture, je ne l'utilise que 3% du temps sur une durée de 15h* ».

« **L'été il a fait 52 degrés en Tunisie, l'électricité a dû être coupée** »

Fairouz ferme les yeux dans la salle. Le groupe, séparé en deux est invité à se mettre à l'aise et à se projeter en 2043. « *Vous marchez sur votre chemin, vous allez rencontrer successivement plusieurs générations, qui rencontrez-vous et que leur dites-vous* » ? Questionnent les organisateurs. Au bout de quelques minutes, Fairouz s'exprime « *en 2043, la rivière est devenue désertique, l'environnement n'est plus naturel, les gens parlent comme des robots* ». La femme se dit très touchée par les épisodes caniculaires

³ Cerema : établissement public relevant du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, qui accompagne l'État et les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation de politiques publiques d'aménagement et de transport.

dans son pays d'origine, la Tunisie, « *l'été il a fait 52 degrés, l'électricité a dû être coupée dans le pays, ça devient dangereux* ». Dans cet exercice de projection, Florence au contraire a une vision optimiste « *tout va bien, ils m'ont dit qu'ils avaient arrêté les énergies fossiles et que les gouvernements avaient tous réagi pour le bien de la planète* ».

D'accord, pas d'accord ou mitigé ?

Leïla fait une tresse à Quentin. C'est la pause. L'ambiance est détendue durant ces deux jours. Même si des avis contraires s'affirment régulièrement, c'est dans le dialogue qu'ils se confrontent. Les citoyens sont invités à se positionner dans l'espace de la salle pour exprimer physiquement leur avis sur différents thèmes travaillés précédemment par leurs collègues dans les groupes de travail. Trois positions sont possibles : d'accord, pas d'accord, mitigé.

Habiter de façon plus sobre (limiter sa consommation d'eau, sa gestion d'énergie...) est le thème qui obtient le plus d'avis positifs avec 15 personnes pour et 14 mitigés. Toutefois, sur le logement, peu de participants s'estiment prêts à choisir une solution d'habitat partagé (3). Limiter l'utilisation du véhicule individuel pour s'organiser autrement récolte une part d'avis positifs (12) mais aussi des incertains (18). Anne-Marie, se positionne contre, seule contre tous « *moi avec mon âge, la voiture c'est indispensable dans mon village, sinon je suis comme dans une prison* ». Contraindre la société à des règles plus strictes, les participants doivent se positionner. Beaucoup d'entre-eux restent incertains sur ce thème. Ce n'est pas le cas de Mathias pour qui « *vivre en société exige des lois, donc il doit y avoir des contraintes, y compris sur l'écologie* ». Pour Mohammed, « *il faut contraindre les puissants de ce monde par des décisions fortes* ».

Les voyages en avion « je ne changerai rien, ce n'est pas négociable »

Au cours des deux jours, plusieurs groupes de travail vont être amenés à réfléchir à des changements de pratiques concernant les voyages en avion. L'animatrice se retrouve confrontée à une forte résistance d'un premier groupe affichant une position dominante pour le non-changement. « *Moi, on peut me mettre le tarif à 250€ de plus, je ne changerai rien, ce n'est pas négociable, j'ai besoin de me dépayser* ». De son côté, Fadija n'a pas envie de faire d'efforts si le gouvernement n'en fait pas non plus alors que Ouahiba, elle, ne voyage plus pour subvenir aux besoins de ses trois enfants, dont deux sont étudiants. Sylvain nuance un peu et amène une alternative avec le train pour des destinations plus courtes « *les vols intérieurs courts, il faut les interdire, ça ne sert à rien, ça dure trop longtemps, on peut aussi développer le train de nuit pour les destinations européennes* ». Un autre groupe amené à faire des propositions le lendemain, reprend la thématique. Ils émettent quelques propositions, entre autres sur le tarif. Pour eux, « *l'avion doit être proportionnellement cher pour tout le monde, calculé en fonction des revenus ou encore du quotient familial* ». Ils proposent également un pass carbone qui donne un droit limité aux déplacements aériens insistant sur le fait que le pass ne doit pas pouvoir être vendu à un tiers. À la fin des deux jours, l'ensemble des participants est invité à se prononcer sur différentes propositions tirées des groupes de travail. Le voyage en avion est le thème qui

oppose le plus de résistance. 15 personnes ne se disent pas prêtes à faire des changements sur 31, contre 7 mitigés et 9 pour. Mathias est contre « *j'estime que j'ai travaillé durement pour me faire plaisir pendant mes vacances et pouvoir être dépaycé* ». Leïla qui défend la même position s'adresse aux opposants non sans humour « *c'est pas grave, on vous enverra des photos !* ».

« Il va falloir revenir pour arroser la plante »

Lors de ces 2 jours, les intervenants des tables rondes ont eu l'occasion d'échanger sur leurs impressions. Les organisateurs précisent que des conseillers thématiques du Conseil régional seront présents lors de la prochaine session. David Dubois du Cerema a trouvé l'expérience intéressante « *cela interroge sur la façon dont les politiques publiques sont conduites* ». Aurélien Trioux, élu mais aussi professionnel de l'aménagement du territoire, repart plein d'espoir : « *j'ai l'impression d'avoir mis une graine, ils auront besoin d'un accompagnement pour franchir les différentes étapes, il va falloir revenir pour arroser la plante* ». Une plante qui pourra être arrosée lors de la prochaine session les 2 et 3 février au CREPS.